



Abortion Rights
Coalition of Canada

Coalition pour le droit à
l'avortement au Canada

THE ACTIVIST

L'ACTIVISTE

The voice of abortion rights in Canada | La voix des droits à l'avortement au Canada

Choisir sur le campus : réflexions sur le militantisme antiavortement à l'Université Western

Par Robyn Schwarz et Madeline Vrolyk (traduit par Anik Pettigrew)

Les membres de la communauté pro-choix au Canada ne seront pas surpris d'entendre que les politiques en matière de reproduction continuent d'être un sujet brûlant sur les campus à travers le pays. Le leader du Parti conservateur, Andrew Scheer, a déclaré à plusieurs reprises que s'il était élu en 2019, il retirerait les subventions fédérales aux universités qui ne protègent pas la liberté d'expression sur leur campus. Les propos de Scheer s'inscrivent dans le cadre de l'affaire Peterson/Shepherd, du mouvement de « la droite alternative » américaine, baptisé « Alt-right » et de ladite marginalisation de la position des conservateurs sur les campus d'un bout à l'autre du pays. Cependant, chacun de nous qui militons contre la propagande antiavortement sur nos campus pensons que Scheer cherche à retourner la politesse aux organismes antiavortement qui l'ont aidé à gagner la course à la direction du Parti conservateur. Il est donc plus important que jamais que les militants pro-choix et les leaders étudiants unissent leurs efforts pour protéger et faire respecter les droits en matière de reproductions dans nos universités.

Nous souhaitons que cet article provoque des discussions sur les réussites et les échecs qu'on connut les activistes pro-choix dans les universités et les collèges au Canada ces dernières années. Il y rassemble nos réflexions sur la façon dont nous avons géré un groupe

d'étudiants antiavortement de plus en plus bruyant à l'Université Western en Ontario au cours de la dernière année. Il met également en lumière les différentes méthodes utilisées par les administrateurs d'université, les conseils des élèves et les activistes étudiants pour contrer les messages antiavortement sur les campus au Canada.

Le gouvernement conservateur de l'Ontario a publié un communiqué à la fin août 2018 exigeant que les universités et les collèges élaborent une politique sur la liberté d'expression, sans quoi, ils verraient leur financement réduit. (Shannon Dea explique efficacement pourquoi cette politique porte atteinte à la liberté d'apprentissage et ce que l'on peut faire : <https://dailyacademicfreedom.wordpress.com/2018/08/30/ontario-government-blocks-academic-freedom-collegial-governance-and-institutional-autonomy-in-the-name-of-free-speech/>). La politique ayant pris effet au début de 2019 contraint les provinces à exiger aux établissements postsecondaires de mettre en place une politique pour protéger la liberté d'expression sur leur campus. Nous savons qu'il ne s'agit pas vraiment de liberté d'expression, mais vise plutôt à forcer les universités et les collèges à fournir une plateforme pour les points de vue haineux. À la lumière de cette nouvelle politique, nous réalisons plus que jamais l'importance de partager entre défenseurs des droits en matière de reproduction, les stratégies

gagnantes pour contrer les groupes étudiants antiavortement.

Western Lifeline est une association étudiante antiavortement active sur notre campus depuis 2010. Cependant, nous constatons depuis les deux dernières années que leurs campagnes deviennent de plus en plus agressives, ce qui s'explique en partie parce que plusieurs de leurs membres ont participé au programme de stages d'été au Centre canadien pour une réforme bioéthique (CCRB). Même que les membres de la CDAC reconnaîtront les tactiques qu'ils utilisent.

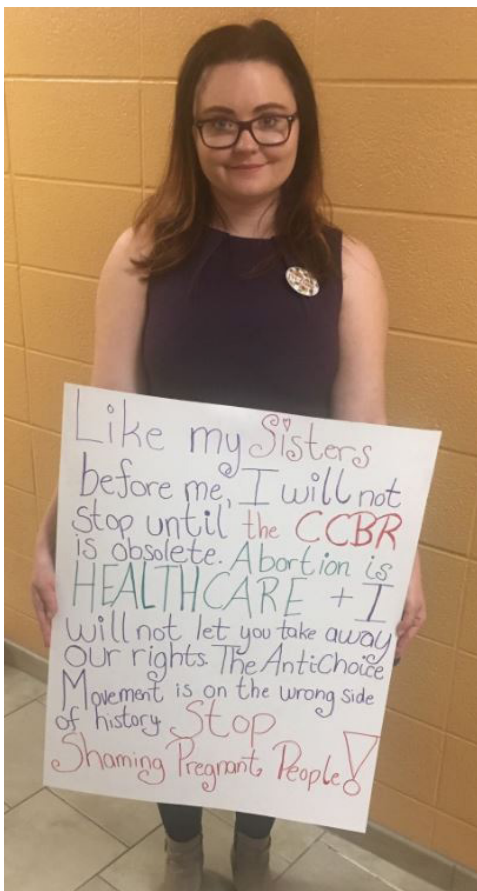
Robyn, une candidate au doctorat en Histoire, a remarqué des brochures de Lifeline circuler à la session d'hiver 2017 sur le campus annonçant les réunions hebdomadaires. Mais, ce n'est qu'à l'automne 2017, lorsque Lifeline a décidé d'afficher les couleurs du mouvement WeNeedALaw avec des drapeaux roses et bleus au milieu du terrain de l'université, que Robyn et le cofondateur de pro-choix London, Elliot Worsfold, ont estimé que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour contrer les messages antiavortement à l'Université Western. Elle a contacté le Conseil des étudiants du premier cycle (Undergraduate Student's Council(USC)), et en novembre elle rencontra le président et le responsable des programmes pour y discuter de la démarche à suivre pour que l'université appuie la liberté de choisir sur le campus. La facilité avec laquelle Lifeline répand la propagande antiavortement sur le campus de Western inquiète grandement Robyn et elle presse le Conseil à prendre des mesures pour y remédier. Elle a vu comment les images et les messages de Lifeline ne servent qu'à diffuser de la mauvaise information sur

l'avortement comme le faisait le CCBR. Qui plus est, Western étant un lieu d'enseignement et d'apprentissage pour plus de 30 000 étudiants, elle a constaté le tort que Lifeline peut causer. Par exemple, les étudiantes qui songent à recourir à un avortement ne veulent pas forcément se heurter à des messages antiavortement en se rendant en classe. Elle a donc formulé plusieurs recommandations et espère ardemment que l'USC les appliquera dès la prochaine session.

Madeline et moi sommes rencontrées sur le campus lors d'un séminaire sur la justice reproductive au début de l'année 2018. Madeline, une étudiante de premier cycle en criminologie et en études féministes, a fait ses débuts en tant que coordonnatrice des communications au Western's Women's Issues Network (WIN) pour éventuellement devenir coordonnatrice par intérim. Avant de s'impliquer auprès du USC et de travailler au WIN, elle se sentait relativement mal représentée sur le campus en

tant que féministe pro-choix. Au même moment où elle s'est jointe au WIN, les manifestations anti-choix de Lifeline avaient lieu de plus en plus souvent et avec du matériel graphique. Même si elle faisait partie d'un Conseil étudiant, elle se sentait impuissante. L'USC permettait les manifestations dans le Centre communautaire de l'université, un point central où se trouvent les services destinés aux étudiants et à leur bien-être. Ceci est sans compter que Lifeline était un Club ratifié par l'USC. Cela ne veut pas dire que l'USC était d'accord avec le mouvement, sauf qu'il leur donnait des droits, ce qui pouvait paraître comme une adhésion à la cause aux yeux de ceux les plus touchés.

Lorsque Madeline remplaçait la



Robyn Schwarz tient une enseigne provocatrice

coordonnatrice au WIN, il arrivait que l'USC l'informe de la prochaine manifestation de Lifeline. Ainsi, elle pouvait avertir les étudiants, qui eux pouvaient choisir d'éviter la manifestation. Madeline et moi avons activement travaillé ensemble en utilisant nos contacts sur les réseaux sociaux et nos relations avec les groupes féministes sur le campus pour aviser les étudiants de l'heure et l'endroit où se tiendrait une manifestation de Lifeline. Bien que cela soit une étape dans la bonne direction, ce n'était pas suffisant. D'une part, parce que le centre communautaire de l'université (CCU) est le bâtiment le plus difficile à éviter particulièrement lorsqu'on a besoin de soins médicaux, de thérapie en psychologie, de consultations financières ou même lorsqu'on veut s'acheter un lunch. D'autre part, parce que les avertissements obtenus par l'USC n'étaient pas constants, même que des fois nos amis nous informaient d'une manifestation plusieurs heures après qu'elle ait commencé.



Un kiosque pro-choix au centre communautaire de l'Université Western

Les universités et les collèges s'interrogent encore sur la meilleure façon de se comporter face au militantisme antiavortement qui se tient sur leur campus. Selon notre expérience, l'absence de réponse de la part des administrateurs et des leaders étudiants de l'Université Western n'est cependant pas répandue. Plusieurs universités et collèges à travers le pays ont utilisé différents moyens pour endiguer et contrer les groupes comme Lifeline ces dernières années. Leurs actions se classent en trois catégories :

- Sensibilisation – Des universités, comme celle de la Colombie-Britannique, envoient des notifications à tous les membres de la

communauté universitaire de son campus pour les informer qu'une manifestation antiavortement aura lieu. Cela permet aux étudiants pro-choix et aux organismes féministes de contre-manifester et de soutenir ceux qui pourraient être choqués par la manifestation.

- Contrôle des manifestations – Des universités, telle l'Université Wilfred Laurier, ont écouté les commentaires des étudiants et interdit WeNeedALaw de planter des drapeaux n'importe quand sur le terrain du campus. Elles ont limité le nombre de jours et désignent les endroits où les manifestations peuvent avoir lieu. L'exemple d'acte de militantisme préféré de Robyn dans la dernière année a été lorsque, à deux reprises, des étudiants de

l'Université de Victoria ont empêché la tenue d'une manifestation de leur association antiavortement en enlevant les drapeaux r e p r é s e n t a n t le mouvement WeNeedALaw sur leur campus. Bien sûr, nous n'encourageons pas le vandalisme, mais dans cette situation, l'association étudiante et l'administration de l'université refusaient d'entendre les

étudiants. L'Université d'Alberta, elle, a imposé des frais à un groupe antiavortement en 2016 pour couvrir les frais liés à leur sécurité lors d'une de leur manifestation.

- Révocation du statut de Club – Les associations étudiantes de plusieurs universités, dont Ryerson, l'Université de Toronto Mississauga et l'Université d'Ottawa ont retiré ou n'ont pas accordé le statut de Club à des groupes antiavortement. Le statut de Club permet l'accès aux mêmes ressources que celles des associations étudiantes, notamment le financement et la possibilité de réserver

facilement des espaces pour des évènements ou pour des campagnes de sensibilisation. Leur retirer le statut de Club est la façon la plus efficace de les limiter dans leur capacité de faire du tort aux étudiants.

Dans les dernières années, la communauté pro-choix du Canada a fait d'importants gains dans la lutte contre les groupes étudiants antiavortement sur les campus à travers le pays. En février 2018, les tribunaux de l'Ontario ont donné raison au Syndicat étudiant de l'Université de Toronto



Madeline Vrolyk, coordonnatrice au Gender Equity Network

à Mississauga et à l'association étudiante de l'Institut des technologies de l'Université de l'Ontario en refusant d'accorder à des groupes étudiants antiavortement le statut officiel de Club. Ce gain s'ajoute à celui obtenu lors du jugement pour le syndicat étudiant de Ryerson contre Students for Life de la même université en 2016. Dans cette dernière instance, la Cour supérieure de l'Ontario a statué que le Syndicat étudiant de Ryerson pouvait refuser le rang de Club et le financement à tout groupe dont la mission ne respecte pas le Code des droits de la personne de l'Ontario. Dans ces deux jugements, nous constatons la tendance des tribunaux à catégoriser de haineux le message des groupes étudiants antiavortement.

Cependant, ces batailles juridiques sont longues et dispendieuses pour les Syndicats étudiants. En discutant avec le Conseil étudiant du premier cycle de l'Université Western, les anciens et les présents leaders souhaiteraient éviter d'aller devant les tribunaux pour contrer l'influence de Lifeline sur le campus. Il faut rappeler que le Centre de justice pour la liberté constitutionnelle, une équipe de juristes de la droite, offre aux groupes étudiants antiavortement de les représenter gratuitement dans ces causes à travers le pays. Même qu'il

transforme les refus de statut de Club en débat sur la liberté d'expression alors qu'en réalité ces refus signifient qu'on reconnaît que les frais de scolarité et les espaces de l'université ne devraient pas être partagés avec des groupes

qui ne respectent pas les droits des autres étudiants. Nous savons que nous n'avons pas à expliquer aux lecteurs pro-choix que les arguments avancés par les groupes antiavortement concernant la liberté d'expression sont non fondés. Par ailleurs, ni l'une ni l'autre ne demande aux étudiants qui ne sont pas

d'accord avec l'avortement de faire face à des conséquences académiques ou juridiques. Nous demandons simplement que le droit des étudiants de disposer de leur corps librement soit respecté dans leur environnement d'apprentissage, et nous continuerons d'insister pour que Western prenne des mesures pour mieux venir en aide aux étudiantes qui vivent une grossesse non planifiée.

Ayant réalisé que le Syndicat étudiant de Western n'allait pas révoquer le statut de Club à Lifeline, nous avons mobilisé nos ressources pour apporter du soutien et fournir de l'information impartiale aux étudiants au sujet de la santé reproductive, ce que les administrateurs du campus ne semblent pas vouloir faire. Aussi, Robyn a rédigé plusieurs plaintes au Western's Equity & Human Rights Services au sujet de l'affichage de Lifeline dans le CCU, et n'a reçu aucune réponse. Nous avons également réalisé des affiches indiquant les ressources disponibles en cas de grossesse non planifiée et en matière de santé sexuelle. Elles circulent en ce moment sur le campus et les commentaires sont positifs. Celles qui circulaient auparavant montraient la clinique locale pour les grossesses connues pour être anti-choix, ce qui portait à confusion. Dans

le même élan, nous nous sommes associées à Maggie Sullivan, une autre coordonnatrice intérim au WIN, pour mettre sur pied le premier kiosque pro-choix, surnommé ainsi par le journal étudiant : The Gazette, à voir le jour au CCU. Les encouragements et les commentaires positifs reçus lors de la tenue du kiosque ont été très appréciés, particulièrement qu'ils sont arrivés dans un temps de découragement et à un moment où nous pensions ne pas en faire suffisamment pour nos camarades universitaires. Madeline a été impressionnée par le nombre de jeunes femmes et d'étudiants trans qui se sont présentés à notre table pour exprimer leur gratitude. La plupart d'entre eux ont exprimé se sentir mal représentés sur le campus, en plus de se sentir impuissants devant Lifeline. La journée fut remplie de discussions agréables, de réseautage et même de recrutement pour l'équipe du WIN de l'an prochain.

Même ceux qui voient l'avortement comme un sujet qui devrait être discuté sous différents angles n'approuvent pas que des images choquantes soient montrées aux étudiants. Ils étaient aussi d'accord pour dire que de protester contre le droit de disposer librement de son corps devant plus de la moitié de la population étudiante allait au-delà des limites de la liberté d'expression. Nous étions heureuses de voir que les conversations tenues au kiosque ne portaient pas sur la dualité pro-choix/antiavortement, mais plutôt sur le fait qu'aucun élève ne devrait se sentir contrarié dans sa vie de tous les jours sur le campus.

Durant l'année académique 2018-2019, Madeline a pris le rôle de coordonnatrice à temps plein du Gender Equity Network (anciennement appelé WIN) à l'Université Western. Elle et moi avons travaillé afin d'instaurer des stratégies, comme celles décrites plus haut, utilisées par d'autres activistes sur différents campus à travers le pays dans les dernières années. Nous avons rencontré le nouveau président du Conseil des étudiants de premier cycle ainsi que le responsable des programmes en juillet afin de discuter de la prochaine méthode

à adopter. Après cette réunion, nous étions raisonnablement optimistes que l'association étudiante prenne enfin les mesures nécessaires pour s'assurer que les étudiants soient informés à l'avance des activités prévues par Lifeline. En fait, depuis cette rencontre Lifeline a réservé à quatre reprises un espace dans le University Community Center (UCC), et le USC a prévenu à chaque fois tous les étudiants. Lifeline argumente que leur présence ouvre le dialogue sur l'avortement, mais nous croyons que c'est à l'association étudiante de défendre les intérêts des étudiants. En avertissant tous les étudiants des intentions de Lifeline sur le campus, cela permet à ceux qui ne veulent pas faire face à la propagande antiavortement d'éviter les lieux de manifestation.

Madeline a aussi profité de son expérience pour fournir aux étudiants de Western de l'information pertinente et exacte sur la santé sexuelle et sur les ressources pro-choix. Dans son rôle de coordonnatrice à la Gender Equity Network, elle a mis sur pied des kiosques accrocheurs qui ont reçu un accueil favorable de la part des étudiants qui se sentent mal représentés par la façon que Lifeline aborde l'avortement. Carina Gabriele, leader étudiant et collègue de la CDAC, a également contribué à faire de l'année 2018-2019 une année déterminante pour le mouvement féministe de l'Université Western en fournissant gratuitement des produits hygiéniques pour les règles. Lorsque Jonathon Van Maren a été invité par Lifeline pour s'adresser aux étudiants, nous avons rassemblé une douzaine de personnes pour venir manifester pacifiquement lors de son discours. Nous considérons cela comme une étape dans la bonne direction, mais nous ne serons pas entièrement satisfaits jusqu'à ce qu'il comprenne qu'il n'est pas le bienvenu sur le campus.

Nous reconnaissons le travail fait jusqu'à présent, mais il en reste encore beaucoup à accomplir. Cependant, les commentaires reçus par la population étudiante nous guideront dans notre lutte pour en finir avec le militantisme

antiavortement sur les campus à travers le pays une fois pour toutes. D'abord, nous avons réalisé que d'utiliser les médias sociaux pour aviser au préalable les activités de Lifeline menait souvent à des discussions. En plus, ce moyen de communication nous permet d'éduquer la communauté étudiante plus rapidement. Toutefois, cela a aussi créé la possibilité de se faire lyncher sur les médias sociaux : plusieurs expriment leur indignation et de la tristesse devant les manifestations anti-choix. Ces derniers ne sont pas désireux de se renseigner adéquatement ou de s'engager dans des actions qui apporteraient de réels changements. Quand des étudiants se présentaient à son kiosque, ils cherchaient à parler de la présence de Lifeline sur le campus. Aussi, Madeline a constaté que certains étudiants ignoraient son kiosque, mais débattaient à bâtons rompus de Lifeline.

Par conséquent, la communauté pro-choix sait par son expérience que les changements ne viennent pas à force de débattre. Notre défi est d'éduquer le plus grand nombre d'étudiants et de les diriger vers des actions positives; fournir des ressources en matière de santé sexuelle, appuyer une amie qui pourrait vivre une grossesse non planifiée dans le but de changer définitivement la culture entourant les droits reproductifs à l'Université Western.

Tous les étudiants au Canada sont en droit d'avoir un milieu d'apprentissage sécuritaire à l'abri d'intimidation, et nous y arriverons seulement si nous normalisons l'avortement et créons des communautés pro-choix à travers le pays.

Vous aimeriez nous aider à lutter contre le militantisme antiavortement sur votre campus, Robyn veut vous lire sur schwarzrobyne@gmail.com et sur Twitter au [@RobynSch](https://twitter.com/RobynSch) et au [@ProChoiceLdnOnt](https://twitter.com/ProChoiceLdnOnt). Dans le futur, elle projette de rédiger un guide complet pour les membres de la CDAC qui expliquerait comment les Syndicats étudiants à travers le pays appuient le mouvement pro-choix et comment ils gèrent le militantisme antiavortement sur leurs campus. **A**

APPEL À L'ACTION : VOUS VOULEZ ÉCRIRE POUR NOTRE BULLETIN?

Vous écrivez de façon claire et concise et vous soutenez la justice reproductive? Voulez-vous promouvoir l'avortement accessible sur demande partout au Canada? Envoyez un courriel à info@arcc-cdac.ca pour faire partie de notre équipe d'information. Vous aiderez à garder nos membres à jour et à promouvoir les activités de la CDAC! Vous pouvez proposer vos propres articles, ou nous pouvons vous proposer des sujets. Les bulletins d'information sont publiés environ 3-4 fois par an.